

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 6

Artikel: La face cachée de la guerre informationnelle
Autor: Jourdan, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Alain Jourdan a longtemps été correspondant à l'Office des Nations Unies à Genève.

Information

La face cachée de la Guerre informationnelle

Alain Jourdan

Secrétaire général de l'Observatoire Géostratégique de Genève

La guerre informationnelle ne se résume pas aux fake-news. Ce sont aussi des manipulations de l'information et des opérations de déstabilisation, sur fond de crise de la presse, qui égarent les citoyens et entament la capacité d'analyse des Etats.

Un train peut en cacher un autre. En matière de guerre informationnelle, c'est la même chose. Nous nous focalisons sur les fake-news, les usines à trolls et les théories complotistes poussées en coulisse pour créer de la suspicion et de la division entre Etats ou au sein d'une Nation. On a oublié que la guerre informationnelle (1) a été théorisée par des stratèges et qu'elle peut prendre différentes formes. Son objectif final reste toujours le même : affaiblir son adversaire ou son ennemi. La nature des rivalités peut varier. Elles peuvent être économiques, territoriales, religieuses ou même civilisationnelles.

C'est devenu un poncif que de citer Sun Tzu, l'auteur de *l'Art de la guerre*, mais il est, aujourd'hui encore, celui qui a le mieux résumé ce qui fait office de règle du jeu. « *Le but de la guerre est de contraindre son ennemi grâce à la ruse, l'espionnage et une grande mobilité, sans pour autant combattre* », a-t-il écrit. Ce qu'on appelle la guerre informationnelle relève de la ruse. En prendre conscience, c'est admettre qu'elle ne peut pas se résumer à une guerre de tranchée où s'opposeraient ceux qui relaient de fausses informations à ceux qui diffusent de vraies informations. Ce serait oublier cet autre levier de la manipulation qu'est le biais cognitif dans lequel chacun de nous est contraint par sa culture, son éducation et ses convictions. La guerre informationnelle s'y dissimule derrière les causes les plus nobles et les plus louables sur la base de vraies informations. Il s'agit dans ce cas-là de peser sur les opinions publiques et les gouvernements à travers les médias pour obtenir un gain politique, économique ou stratégique en usant des techniques de communication les plus efficaces. Aujourd'hui, on oppose des narratifs et non plus des faits. « *Ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui racontera la meilleure histoire* » expliquent John Arquilla et David Rundfelt, spécialistes de la guerre en réseau à la Rand Corporation (2).

En 2016, on s'est étonné de l'élection de Donald Trump vu le nombre de fausses informations utilisées durant sa campagne. On pensait la démocratie américaine plus solide. Sait-on que son arrivée tonitruante dans le paysage médiatique et que son audience à travers les réseaux sociaux a été précédée par une crise de la presse sans précédent avec la disparition d'environ 20% (3) des titres de la presse régionale et une réduction d'environ 50% (4) des effectifs des rédactions dans les médias américains. Aux Etats-Unis, une digue a lâché. En Suisse aussi les groupes de presse ne cessent de tailler dans leurs effectifs tout en affirmant continuer à produire une information de qualité. Seule la logique économique prévaut. En réalité, la profession est sinistrée. « *Le modèle économique des médias n'est plus viable, le droit à l'information est menacé* », a alerté l'UNESCO (5). Depuis 25 ans, le salaire moyen des journalistes n'a cessé de baisser quel que soit le pays. Faute de rémunération adéquate, beaucoup de journalistes quittent la profession au bout d'une dizaine d'années. Du jamais vu. Cette hémorragie cache un phénomène encore beaucoup plus grave, la paupérisation d'une sous-catégorie de journalistes : les pigistes (6). Leur très faible niveau de rémunération fait d'eux des proies prisées des influenceurs.

Ce qu'on a mésestimé ces dernières années, c'est l'ampleur de la brèche qui s'est ouverte dans la citadelle de l'information. Sous pression, les rédactions n'ont plus la main sur le choix des sujets comme par le passé. Elles subissent le diktat des réseaux sociaux et reprennent de manière massive les informations des ONG et des consortiums de journalistes d'investigation, qui sont devenus les véritables maîtres des horloges. Instrumentaliser la presse est devenu beaucoup plus facile que par le passé.

On ne peut pas prendre la mesure de ce qui se joue si on ne réalise pas combien les difficultés de la presse ont ouvert la voie aux narratifs taillés sur mesure pour façonner les opinions publiques. Elles qui constituent une ligne de front fragile dans un monde où chacun pousse des coudes pour se trouver une nouvelles place.

Des agences un peu particulières ont su tirer profit de ce chaos informationnel. Les activités de certaines d'entre elles ont été mises à jour mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Elles n'ont cessé de prendre du poids depuis une vingtaine d'années. Elles peuvent monter des opérations de déstabilisation particulièrement sophistiquées. Depuis plusieurs années un certain nombre de voyants s'étaient mis à clignoter. La crise ukrainienne aura eu le mérite de provoquer une prise de conscience mondiale. Un certain nombre de gouvernements ont découvert que d'anciens hauts cadres de leur propres services de renseignements reconvertis dans le privé travaillaient pour des oligarques russes ou des Etats et des sociétés étrangères hostiles à leurs intérêts. Le réveil a été brutal et douloureux, car cela veut dire que des entreprises et des personnes privées ont eu accès à des savoir-faire jusque-là dévolus aux services spéciaux seulement.

Pour faire un état des lieux complet, on ne peut pas, non plus, ignorer le rôle majeur joué aujourd'hui par les ONG (organisations non gouvernementales) et les consortiums de journalistes d'investigation. Les deux jouent un rôle très important dans la diffusion de l'information et la fabrication des narratifs. Pourtant, leur engagement est loin d'être neutre.

Dans leur ouvrage *La guerre cognitive l'arme de la connaissance* (7), Christian Harbulot et Didier Lucas évoquent le rôle des ONG. Certaines peuvent être financées par des acteurs ayant des intérêts politiques, économiques ou géopolitiques particuliers. Cela peut potentiellement influencer leur agenda et leurs actions pour servir les intérêts de leurs donateurs. Evidemment, toutes les ONG ne sont pas des outils de manipulation. Beaucoup travaillent de manière transparente et éthique pour promouvoir des causes légitimes et œuvrer en faveur du bien commun. Cependant, comme dans tout domaine, il existe des exemples d'ONG qui peuvent être instrumentalisées ou utilisées à des fins de manipulation.

En France, dans une audition du Sénat relative au Projet de loi de finances pour 2021 concernant l'environnement et prospective de la politique de défense, le général Eric Bucquet, Directeur du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD), a estimé que certaines ONG « *agissaient contre les opérations extérieures françaises, en particulier dans le domaine de l'armement* » (8).

Les interactions entre entités publiques et privées, intéressées et désintéressées, puissantes et malléables, militaires et civiles, voire religieuses et laïques, etc. dessinent une réalité complexe du monde des ONG. Sans rien ôter à leurs mérites considérables partout dans *Le Monde*, on détecte des courants de fond qui peuvent néanmoins avoir raison de leur nature autonome, altruiste et bienveillante. Les ONG américaines constituent l'archétype de ce mélange des genres. Washington a depuis longtemps mesuré la capacité des ONG à influencer, à organiser mais aussi à financer des programmes internationaux (9).

Souvent adossés aux ONG, un nouvel acteur est apparu ces dernières années : les consortiums de journalistes d'investigation. Depuis plusieurs années, toutes les grandes affaires suivent toujours le même modus operandi : une fuite gigantesque de données atterrie dans les mains de l'un de

ces consortiums et est traitée en un temps record (l'affaire Pegasus, Wikileaks Offshore leak, Luxleaks, SwissLeaks, Pandora Papers, les Panama Papers, Congo Hold Up...). Elles font ensuite l'objet de publications simultanées dans tous les grands organes de presse, aux quatre coins du globe, assorties de superlatifs : « *la plus grande fuite de l'histoire bancaire* », « *la plus grosse fuite de documents financiers jamais traités* », assurant ainsi une médiatisation massive et planétaire. Mais qui transmet ces informations confidentielles et quel est l'objectif poursuivi ? Pour ne pas répondre à la première question, le secret des sources peut être invoqué, mais qu'en est-il de la seconde ? Tous ceux qui ont, un jour, entrepris une investigation, connaissent la difficulté d'obtenir de si précieux renseignements. Déterrer des informations bancaires permettant de prouver une fraude, un conflit d'intérêt ou encore de démasquer un réseau de corruption relève d'une mission impossible ou d'une incroyable chance. Cela arrive rarement dans la vie d'un journaliste qui peut parfois passer des années à travailler sur la même affaire. Combien de fois, les pôles financiers ont dû clore des dossiers par manque de preuves malgré tous les moyens des Etats : police, justice, mis à leur disposition ? Enquêter, notamment dans la finance, où l'omerta est loi, est une aventure difficile, chaotique, et surtout de très longue haleine. Or, dans presque toutes les affaires précitées, il pleut des trombes de gigas, il tombe des disques durs de comptes numérotés sur la tête de journalistes sélectionnés, qui n'avaient pourtant rien demandé... Mais qui les choisit ?

« *La manipulation est une arme de déstabilisation massive* » (10), rappellent Philippe Vasset et Pierre Gasteau dans « *Armes de déstabilisation massive* », un livre enquête sur le business des leaks. Les deux auteurs y dénoncent le dévoiement des fuites massives de données : « *Au départ, les lanceurs d'alerte étaient dans une logique vertueuse de vouloir dénoncer des malversations. Cette technique a été utilisée de plus en plus par des Etats puis par de grands groupes qui se combattaient entre eux pour régler leurs comptes* », expliquent-ils. Et de poursuivre : « *Forts de leur héritage des techniques subversives, de nombreux mouvements associatifs optimisent également les ressources offertes par la puissance des nouvelles technologies de communication. Qu'il s'agisse de défendre un mode de vie ou de sauvegarder l'environnement, les manœuvres de dissuasion par l'information acquièrent une dimension nouvelle* ».

Tous ces consortiums prônent « la justice » « la vérité » « l'éthique » « la liberté », « la transparence ». Autant de mots qui sonnent creux lorsque les organes de presse choisissent pour publier les données, comme les journalistes nommés au sein d'une rédaction le sont d'une manière opaque et arbitraire ; lorsque leurs confrères n'ont aucun moyen de vérifier les milliers de documents qu'ils reçoivent et n'en connaissent pas la provenance.

En réalité, ce modèle est construit sur un mélange des genres générant opacité et confusion. Lorsque tous les grands journaux sortent les affaires, c'est *Le Monde*, *The Guardian*, le *New-York Times* et *Mediapart* qui font la Une, laissant ainsi croire que ce sont leurs propres informations, alors qu'ils ne sont que des agents traitants. Evidemment, les consortiums sont cités, mais le grand public n'y prête pas attention et ne fait pas de recherches fasti-

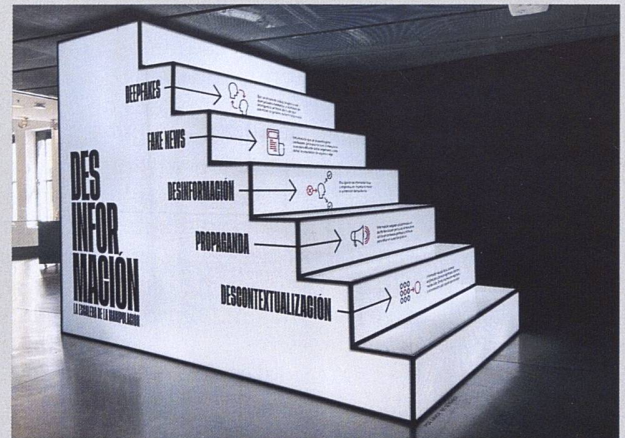
dieuses pour savoir qui finance quoi. Il est d'autant plus difficile de s'interroger que tous se drapent dans les valeurs et les bons sentiments. Pour résumer de manière lapidaire et modérée, ils sont tous : pour les victimes et contre les bourreaux, pour la démocratie, contre la dictature, pour la liberté contre l'asservissement et pour un monde plus juste. Qui peut être contre ? Les succès qu'on attribue à ces consortiums sont trompeurs. Ce sont des caches misère. Les éditeurs les mettent en avant pour montrer que leurs journaux n'ont rien perdu de leurs capacités à faire du journalisme de qualité malgré les coupes dans les rédactions. La réalité est moins glorieuse. Car ces enquêtes à diffusion planétaire instantanée, peuvent servir de cache sexe à les opérations d'influence à grande échelle, quand ce ne sont pas les faux nez de services de renseignement.

Quelles leçons tirer de ce tableau, il est vrai, un peu sombre ? La chaîne de commandement sait combien il est important de disposer d'informations fiables. L'analyste qui a en charge le « décorticage » de toutes les données diffusées se doit plus que jamais de porter un regard lucide et éclairé sur ce qui constitue aujourd'hui un tsunami informationnel. Faire le tri et remettre en perspective chaque info en évitant les pièges du biais cognitif qui réduit le champ de vision.

A. J.

Notes

- (1) La guerre informationnelle, également connue sous le nom de guerre de l'information, est un concept qui définit l'utilisation stratégique de l'information et de la désinformation pour influencer les opinions, les perceptions et les comportements des individus, des groupes ou des nations dans le but d'atteindre des objectifs politiques, économiques, militaires ou idéologiques. Elle se caractérise par l'utilisation de divers moyens de communication, notamment les médias traditionnels, les médias sociaux, l'Internet et d'autres plateformes de diffusion d'information. Les objectifs peuvent inclure la déstabilisation politique, la perturbation des relations internationales, la manipulation de l'opinion publique, la subversion des gouvernements ou des institutions, ou encore la promotion d'idéologies spécifiques. La guerre informationnelle est devenue un enjeu majeur dans le contexte de la mondialisation et de l'omniprésence des médias numériques, car elle peut avoir un impact significatif sur les processus démocratiques, la sécurité nationale et la stabilité internationale. Les gouvernements, les acteurs non étatiques, les groupes terroristes et d'autres entités utilisent souvent des tactiques de guerre informationnelle pour poursuivre leurs objectifs géopolitiques.
- (2) Dans le Monde le 6 juin 1999.
- (3) Dans une étude menée par des chercheurs de l'université de Caroline du Nord, aux Etats-Unis.
- (4) <https://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/la-presse-locale-americaine-confrontee-a-une-chute-sans-fin-1150849>
- (5) <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1116082>
- (6) https://www.etui.org/sites/default/files/Hesamag_15_FR_WEB_o.pdf
- (7) Editions Lavauzelle, 2002
- (8) <https://www.opex360.com/2021/05/13/le-contre-espionnage-militaire-francais-sinterroge-sur-linstrumentalisation-de-certaines-ong/>
- (9) <https://www.bilan.ch/economie/des-ong-sous-influence>
- (10) Fayard 2017



Information

Fake News – Une exposition didactique

Col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

L'expression 'Fake News' a été désignée « phrase de l'année 2017 » par une commission de lexicographes du dictionnaire Collins ainsi que plusieurs journaux. Aujourd'hui, cette expression est devenue banale. Elle n'en demeure pas moins une préoccupation très importante au sein de la population – au point d'être citée dans les risques sécuritaires de la Suisse. Le RAPOLSEC additionnel de 2022 appelle d'ailleurs à la mise en place d'organismes permettant de lutter contre les effets des stratégies de désinformation et la banalisation de celle-ci.

La Fundación Telefónica espagnole propose donc, entre le 15 juin et le 19 novembre 2023, une exposition gratuite réalisée par le journaliste Mario Tascón intitulée en partenariat avec la bibliothèque nationale espagnole, l'université San Pablo-CEU et la fondation Maldita.es : Fake News! La fabrique des mensonges. L'exposition gratuite nous fait douter et nous présente les méthodes de désinformation, nous donnant ainsi quelques outils pour s'en prémunir.

Les 'Fake News' ont toujours existé mais plusieurs phénomènes se combinent aujourd'hui pour expliquer l'explosion de ce phénomène.

- La digitalisation : 6'000 tweets, 740'000 messages WhatsApp et 694 posts Instagram sont publiés chaque seconde dans le monde.
- La technologie : numérisation de l'information et développement des outils ainsi que de l'intelligence artificielle (IA) qui rendent la manipulation ou la production de faux plus faciles.
- L'évolution sociale, notamment la polarisation, la suspicion généralisée vis-à-vis des médias, les communautarismes et la radicalisation de divers mouvements.

Les visiteurs auront l'occasion de se pencher sur une vingtaine de cas : certains « faux » célèbres, comme la doudoune du pape ; d'autres beaucoup moins connus comme la mort du cosmonaute soviétique Ivan Istochnikov – disparu dans l'espace suite à un impact de météorite le 25.10.1968 et dont la vie aurait été « effacée » sur décision du Kremlin.

A+V